

ACTUALITE SOCIALE

► **Journée du 18 octobre 2007** : si négociation il doit y avoir sur **les régimes spéciaux**, il est nécessaire qu'elle se fasse dans le dialogue, avec un temps suffisant pour tenir compte des réalités de chaque entreprise. Dans certaines entreprises, on part plus tôt à la retraite parce qu'on a accepté en contrepartie un salaire plus faible et une faible pension. Toucher à ces retraites suppose de revoir l'ensemble des paramètres liés à ces métiers sans user de démagogie et de demi vérités. Faisant cette analyse, plusieurs syndicats CFDT des secteurs de l'Energie et des Transports, appellent à la journée d'action du 18 octobre 2007, sur la réforme des régimes spéciaux.

La CFDT Fonction Publique (dont la CFDT-INRA) a décidé de ne pas se joindre à cet appel afin que cette journée du 18 octobre soit centrée sur les conditions de négociation de la réforme des régimes spéciaux.

► **Les Fédérations de Fonctionnaires** (CFDT - CGT - FO - UNSA - FSU - CFTC - Solidaires) ont convenu de se rencontrer le 26 octobre afin de **convenir des modalités d'une action nationale à la mi-novembre.**

Alors que le gouvernement lance des " chantiers " sur la Fonction Publique, la CFDT rappelle ses revendications essentielles :

- un service public de qualité et de proximité répondant encore mieux aux besoins de toute la population,
- un emploi public statutaire basé sur les besoins réels en matière de services publics,
- la préservation et l'amélioration du statut de la Fonction Publique,
- le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat et l'ouverture de négociations salariales.

La CFDT fera tout pour faire avancer ses revendications, même si elle est inquiète devant la multitude de chantiers ouverts par le gouvernement.

► **La situation de la recherche publique appelle à une vigilance extrême.** Comme vient de l'écrire le Comité National de la Recherche Scientifique ([pour en savoir plus](#)) le gouvernement a signifié qu'il veut restreindre l'autonomie du CNRS en matière de partenariat, tout en faisant croître la place de l'ANR. Non content de ces affirmations, le gouvernement bloque toute discussion sur le contrat d'objectif au CNRS parce qu'il veut redéfinir les relations avec des Universités autonomes et avancer vers un CNRS " Agence de moyens ".

Lors du Conseil d'Administration du 18 octobre 2007, la CFDT-INRA interpellera les tutelles sur l'avenir de l'INRA.

Elle ne peut se satisfaire, dans un tel contexte, des déclarations du 1er Ministre lors de sa venue sur le centre de Versailles-**Grignon** disant que l'INRA est et restera (jusqu'à quand ?).

C'est bien entendu également sur ces points que la CFDT-INRA s'associera au mouvement global des fonctionnaires en novembre.